

CONDITIONS DU FASCISME...

Trois partis de gauche, se réclamant également de principes démocratiques et de la classe ouvrière, se trouvent au pouvoir. La plupart des anciens chefs des ligues fascistes ont disparu de la scène politique. Depuis près de deux ans les régimes dictatoriaux de l'Axe sont détruits, et le procès de Nuremberg vient de se terminer par l'élimination physique de quelques-uns des plus hauts dirigeants hitlériens. En sommes-nous pour autant débarrassés du péril totalitaire? Il n'est point besoin d'étudier longtemps la présente situation pour répondre que la menace est plus grave que jamais.

Certes, si le fascisme n'était le fait que de quelques aventuriers grassement payés par un capitalisme aux abois, ainsi que nous le présentent les journaux ouvriers de façon trop simpliste, le péril ne serait pas grand. Mais c'est là placer une question fort complexe au niveau de la polémique électorale.

Disons-le franchement, nous ne pensons pas que les débris des anciennes formations de milices, les résidus des mouvements de Doriot, de Bucard ou de Maurras, constituent un grave danger. Le problème possède une autre envergure et ses éléments sont enracinés, non pas dans les couches superficielles de la vie politique, mais au plus profond du développement économique et social de la France.

Au temps où l'agitation des ligues servait d'épouvantail pour rassembler les républicains de toutes tendances, et permettait au parti communiste de prendre la tête du *Front populaire*, un raz-de-marée fasciste avait peu de chances de se produire. En fait, c'est la classe ouvrière qui prit l'offensive en 1936 et c'est la double trahison socialiste et communiste qui brisa net l'élan révolutionnaire des travailleurs, pour des motifs de défense du régime d'une part, pour le soutien de la politique impérialiste russe, de l'autre. En effet, la situation économique de la France était à l'époque relativement stable, son Empire était intact, des marchés importants demeuraient acquis aux exportateurs français. Il n'existe pas de larges masses déclassées et déboussolées, ni de profond sentiment nationaliste, comme c'était le cas en Allemagne hitlérienne.

Aujourd'hui, les choses ont sensiblement évolué. En fait, nous avons en France la plupart des éléments indispensables à la naissance et au développement d'une aventure fasciste. Il y a en premier lieu un marasme économique profond, qui entraîne les travailleurs dans une misère de plus en plus noire. Il y a, facteur psychologique non négligeable, un profond dégoût des méthodes parlementaires et démocratiques bourgeois dont l'inefficacité et la corruption s'étalent au grand jour.

Il y a enfin la nostalgie, soigneusement entretenue par tous les partis, des gloires impériales passées et le culte d'une France forte. Il existe cette génération née à la vie sociale en pleine guerre, vide de pensée mais ayant appris l'usage de la mitrailleuse et qui formerait aisément une avant garde de combat.

Mai ce n'est là qu'un aspect immédiat de la possibilité d'un mouvement de démagogie sociale. Parallèlement et lui fournissant une base solide, se forment les cadres d'un État fort, offrant à toutes les ambitions et à toutes les catégories sociales aspirant à l'exploitation du prolétariat, un débouché certain.

C'est, d'une part, la tendance continue, envahissante, de remettre toutes les initiatives aux mains de l'État, c'est à dire à une masse de services anonymes, et en définitive à des bureaux tout puissants mais incontrôlables et à une classe de techniciens. C'est par ailleurs la poussée vers l'étatisation de la presse, de la radio, des moyens d'information, et simultanément, l'intégration des cellules sociales (syndicats et communes) dans l'appareil centralisé de ce même État. C'est sur le plan économique la tendance continue à sacrifier le bien être individuel au bénéfice de la Nation, formule qui sert de paravent aux intérêts privés ou de castes. Le plan quinquennal veut transformer l'économie française en une économie puissante bâtie au prix des sacrifices du plus grand nombre. C'est le trait caractéristique de l'Italie mussolinienne où une industrie lourde fut créée de toutes pièces à coups de milliards, de travail forcé et de misère généralisée. C'est la marque du Japon où l'État était prodigieusement riche et la population misérable; c'est la devise du

système soviétique, où le ⁿième plan quinquennal prévoit toujours des sacrifices pour ceux d'en bas afin que l'État devienne encore plus fort, par l'achat de nouvelles turbines, de nouvelles chaudières et de nouvelles machines-outil, par le développement des armées et du matériel de guerre, jusqu'à devenir invincible.

Cette marche vers le totalitarisme s'accomplit sous nos yeux en France. Elle est moins spectaculaire que les parades des bandes paramilitaires, mais plus dangereuse, car elle s'attaque aux données économiques, à la mentalité de la jeunesse, aux formes d'organisation sociale. C'est pourquoi la véritable défense contre le fascisme doit s'accomplir non par des protestations contre des formes apparentes et relativement inoffensives, mais par le développement accru de tous les organismes véritablement indépendants, par la défense de la dignité ouvrière et humaine, par l'activité de toutes les formes d'associations en dehors de l'État, pour maintenir, créer ou étendre les milles et une cellules sociales pouvant se substituer à la lourde machine totalitaire.

Louis MERCIER-VEGA,
Damashki.
